
Yazid Sabeg: "Il n'y a pas de plan banlieue!"

By François Bonnet

Published: 08/02/2008 - 22:32

Auteur: [Ouafia Kheniche](#)

Yazid Sabeg, chef d'entreprise et président du comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine), a livré à MediaPart son analyse des mesures pour les banlieues proposées, vendredi 8 février, par le président de la République.

« Le constat, les diagnostics et les intentions sont là. Mais il n'y a pas de 'Plan banlieue'. Soyons, vigilants, il s'agit du dixième 'plan' pour les banlieues. Il ne suffit pas de parler d'espoir et de le faire naître, il faut ensuite savoir comment on atteint ses objectifs. 100.000 jeunes en contrat d'autonomie...Les perspectives d'emploi sont-elles réelles ? C'est un grand pacte pour l'emploi et pour la formation qu'il nous faut dans ce domaine, un pacte avec le monde de l'entreprise et des formations qui soient qualifiantes pour offrir à ces jeunes des perspectives.

« En matière de rénovation urbaine, on sait que la situation s'aggrave, il n'y a pourtant aucune disposition relative à ce sujet primordial. C'est important de parler des transports et de la mobilité dans ces quartiers mais les 500 millions d'euros que le président évoque ne sont pas débloqués spécifiquement pour la banlieue. Ils sont pris au plan Borloo qui fait suite au Grenelle de l'environnement.

« Le secrétariat d'Etat à la politique de la ville n'a plus lieu d'être. Il faut une grande politique publique d'accompagnement, gérée au niveau national, et cette question doit être traitée par tous les ministères. A chaque ministre de mettre en place une action spécifique, adaptée aux problématiques de la politique de la ville. Il conviendrait de multiplier la dotation urbaine de solidarité (DSU, environ 1 milliard d'euros cette année) par deux ou trois en prélevant plus d'argent aux villes riches pour les donner aux plus pauvres. Il faudrait ensuite déplacer cet argent vers les associations en créant un budget annexe géré conjointement par le maire et les préfets.

« Le chef de l'Etat a évoqué la question de la sécurité, un thème effectivement important. Il est le premier à le dire, *'Il ne faut pas se servir de l'insécurité pour stigmatiser ces populations'*. Mais on ne peut pas parler dans le même discours aux voyous et à ceux qui veulent s'en sortir. Cela dessert l'ensemble du discours. Ce n'est pas comme cela qu'il fallait faire. Parler d'égalité et d'équité est la meilleure manière de rétablir une conscience civique et collective. »